

VOICE

Le journal de la SPM | mars 2020 | numéro 1



Minorités en Chine

L'oppression détermine le quotidien des Ouïghour-e-s au Turkestan oriental

On estime qu'entre un et trois millions de personnes, dont la plupart des Ouïghour-e-s, sont retenues dans des camps d'internement au Turkestan oriental (province du Xinjiang). Ce sont là les révélations faites en novembre 2019 par les « China Cables » à partir de documents secrets du gouvernement chinois. La SPM et d'autres organisations demandent la mise en place de mesures claires et immédiates, une revendication adressée aussi bien au gouvernement suisse qu'aux entreprises impliquées sur place.

« Nous savions ce qui se passait, car tous les Ouïghours en exil avaient le même problème : nos familles

étaient en train de disparaître », affirme Dolkun Isa, le président du Congrès mondial ouïghour, en Suisse sur invitation de la SPM fin novembre 2019. Les « China Cables » ont été les premiers à prouver l'existence de camps d'internement au Turkestan oriental dans lesquels un à trois millions d'Ouïghour-e-s sont retenu-e-s contre leur gré et parfois contraint-e-s au travail forcé. La situation est également critique pour les Ouïghour-e-s hors des camps. La surveillance est constante et toute personne se comportant « de façon anormale » et qui, par exemple, porte la barbe, doit craindre les conséquences. Le contact avec des membres de la famille à l'extérieur de la Chine est presque impossible et comporte de grands risques.



**SOCIÉTÉ POUR
LES PEUPLES
MENACÉS**



Le gouvernement chinois dément toute accusation, même après la publication des « China Cables ». Les représentants gouvernementaux ont longtemps déclaré qu'il n'y avait aucun camp. Ensuite, il a été question de camps de rééducation et de mesures pour lutter contre le terrorisme et le séparatisme dans la région. « La Chine change constamment de discours, explique Dolkun Isa. Avant le 9/11, il n'avait jamais été question de terrorisme. Après les attaques de New York, nous avons été déclarés terroristes du jour au lendemain, parce que nous sommes aussi musulmans. »

Une culture est à anéantir

Depuis l'occupation du Turkestan oriental par la Chine en 1949, les droits fondamentaux de la population ouïghoure ont été régulièrement violés. Mais sous Xi Jinping, président de la Chine depuis 2013, la situation est devenue encore plus critique et l'oppression encore plus sévère et moins cachée. La communauté tibétaine aussi confirme que la Chine s'acharne encore plus à détruire sa culture. Kelsang Gyaltzen, ancien envoyé spécial du Dalai-Lama, a ajouté lors d'une table ronde à Berne : « Compte tenu des ressources de la Chine, nous pouvons assumer qu'elle pourrait atteindre ses objectifs d'assimilation et commettre un génocide culturel. »

Sous prétexte de terrorisme et de séparatisme, la Chine combat tout engagement de la société civile. Ainsi, en 2014, le respecté économiste ouïghour Ilham Tohti a été condamné à la prison à vie pour des accusations douteuses. Depuis des décennies, il s'engageait en faveur du dialogue entre la population ouïghoure et le gouvernement chinois.

Beaucoup d'autres académicien-n-e-s sont en train de disparaître et sous prétexte de les faire participer à un programme de formation professionnelle, ils/elles sont emmené-e-s dans des camps,

A Berne, Dolkun Isa a demandé au gouvernement et aux autorités suisses de repenser leurs étroites relations économiques et commerciales avec la Chine.

tout comme de nombreuses personnes âgées. « Ma mère, une infirmière retraitée, avait 78 ans. A quoi pouvait lui servir un programme de formation ? », demande Dolkun Isa. Un ami du temps de ses études est mort dans un camp seulement neuf mois après son emprisonnement. Dans les pays d'exil, les Ouïghour-e-s et les Tibétain-e-s sont aussi à la merci de la surveillance du gouvernement chinois. Beaucoup craignent d'exercer des activités militantes, car cela pourrait avoir des conséquences pour leurs proches au Tibet ou au Turkestan oriental. Dolkun Isa a lui-même fait l'expérience de plusieurs tentatives de la part du gouvernement chinois pour bloquer son engagement. Il a ainsi été arrêté et détenu à plusieurs reprises en Europe, et ce malgré sa nationalité allemande. La raison : la Chine l'ayant déclaré terroriste à cause de son militantisme en faveur des droits humains. En janvier 2020, il a subi de nouvelles diffamations et tentatives d'intimidation. (voir éditorial).

Pas de libre-échange sans respect des droits humains

Jusqu'à présent, les réactions de la communauté internationale aux « China Cables » ont été discrètes. L'ensemble des gouvernements européens a certes exigé la fermeture immédiate des camps et réclamé l'accès à la région pour l'ONU, mais jusqu'ici personne ne veut prendre d'autres mesures. Les relations économiques avec la Chine sont bien trop importantes.

La Suisse aussi se montre réservée. La forte influence de la Chine et les liens entre les deux pays sont clairement perceptibles. Depuis 2013, la Suisse, contrairement à l'UE, a un accord de libre-échange avec la Chine. Dans son rapport « L'ombre chinoise » (2018), la SPM a pu montrer que la liberté d'opinion et de mou-

vement des Tibétain-e-s en exil a été restreinte immédiatement après l'entrée en vigueur de cet accord.

« La Suisse doit s'engager en faveur des Ouïghours et des Tibétains, même s'il pourrait y avoir des conséquences économiques. Les droits humains ont la priorité », déclare Angela Mattli, responsable de campagne à la SPM. La SPM et d'autres organisations ont demandé la suspension de l'accord de libre-échange jusqu'à la fermeture des camps ouïghours (voir encadré). Le danger que des produits issus du travail forcé parviennent sur le marché suisse est bien trop grand ; des produits qui en plus bénéficient, dans le cadre de cet accord, d'allègements douaniers.

Pas de business as usual !

En outre, le Conseil fédéral a assuré son soutien à la Belt and Road Initiative du gouvernement chinois. Cette initiative favorise une coopération entre la Suisse et la Chine, qui vise à soutenir les entreprises dans le développement d'infrastructures dans des pays tiers, notamment en Asie centrale. Concernant l'engagement en faveur des droits humains et de la protection des minorités ethniques, la Chine n'a pas donné suite à la réponse exigée en amont par la Suisse. Cependant, la déclaration d'intention a quand même été signée en avril 2019.

Les entreprises suisses présentes au Turkestan oriental doivent aussi garantir le respect de leur devoir de diligence en matière de droits humains. Selon les China Files, 68 sociétés européennes sont actives au Xinjiang, y compris des entreprises suisses comme ABB, Chubb, Nestlé, Louis Dreyfus, Roche, Novartis ou SwissRe. Soulignons dans ce contexte les investissements de la grande banque suisse UBS dans l'entreprise chinoise Hikvision. Cette dernière fabrique des technologies de surveillance qui sont directement utilisées pour la surveillance de la population ouïghoure en Chine.

Texte : **Corinne Bächtold** stagiaire communication SPM

REVENDEICATIONS DE LA SPM

- L'accord de libre-échange avec la Chine doit être suspendu jusqu'à la fermeture des camps ouïghours.
- Le Conseil fédéral ne doit plus soutenir la Belt and Road Initiative tant que la situation en matière de droits humains des Tibétain-e-s et des Ouïghour-e-s ne se sera pas clairement et sensiblement améliorée.
- Les entreprises suisses qui ont des investissements ou opèrent dans la région doivent s'acquitter de leur devoir de diligence.
- La Suisse doit garantir pleinement la liberté d'expression concernant la situation au Tibet et au Turkestan oriental, et protéger, dans notre pays, les minorités concernées.



Editorial

« Depuis la mort de ma mère dans un camp d'internement, c'est la première fois que je reçois des nouvelles de mes proches au Turkestan oriental », écrit Dolkun Isa, le président du Congrès mondial ouïghour (WUC) dans un communiqué de presse. Dolkun Isa, qui vit en exil en Allemagne, devrait se réjouir de ces joyeuses nouvelles, car il n'en avait plus reçu depuis 2017. Mais en réalité, il s'agit d'une stratégie d'intimidation de la part du gouvernement chinois. La famille de Dolkun Isa est mise sous pression afin de le diffamer publiquement et de diffuser des informations erronées. « C'est cruel et inhumain de la part du gouvernement chinois d'exploiter la mort de ma mère et de se servir de mes proches au Turkestan oriental afin de me faire taire », explique Dolkun Isa.

Sa famille n'est pas la seule à faire les frais de son inlassable engagement pour les droits humains. A Munich, en janvier 2020, Dolkun Isa a été agressé en pleine rue par deux personnes inconnues qui exigeaient qu'il cesse ses critiques à l'égard de la Chine. C'est uniquement grâce à l'intervention immédiate de passants que Dolkun Isa s'en est sorti indemne.

Ces incidents effrayants montrent clairement qu'il y a longtemps que l'oppression des Ouïghour-e-s ne se limite plus uniquement à l'intérieur du Turkestan oriental. La communauté ouïghoure doit aussi être protégée en Europe et en Suisse.

Le WUC a annoncé qu'il ne se laissera pas intimider. La SPM va continuer à collaborer avec le WUC et Dolkun Isa, et à soutenir les droits humains des Ouïghour-e-s à l'intérieur et à l'extérieur du Turkestan oriental. Tout cela est possible grâce à votre don et à votre adhésion !

En vous remerciant de votre soutien, je vous souhaite une lecture captivante.

Angela Mattli responsable de campagne à la SPM

A. Mattli



P.S. : Vous trouverez nos succès de l'année 2019 à la page 5. **Nous vous invitons à assister à notre assemblée générale le 27 mai.** Pour plus d'informations, veuillez consulter www.gfbv.ch/evenements

IMPRESSUM

VOICE 1, mars 2020 **Editrice** : Société pour les peuples menacés, Birkenweg 61, CH-3013 Bern, 031 939 00 00, info@gfbv.ch, www.gfbv.ch **Rédaction** : Corinne Bächtold et Dominique Schärer **Mise en page** : Tania Brügger Márquez **Collaborateurs/trices pour ce numéro** : Angela Mattli, Corinne Bächtold, Julia Büsser, Tabea Willi **Parution** : semestrielle **Tirage** : 5000 exemplaires **Impression** : Mattenbach AG; imprimée sur Plano Speed **Abonnement** : 30 francs par an **Cotisation** : dès 60 francs par an **Photo** : de couverture : Shutterstock

La voix des autochtones et des min

L'année passée également, la SPM s'est engagée aux côtés des représentant-e-s des communautés autochtones et personnes avec lesquelles nous avons eu l'honneur de travailler et dont l'engagement nous a imp



ETATS-UNIS – STANDING ROCK

« Notre partenariat avec la SPM est une nouvelle approche, qui conduit à plus d'égalité et d'avantage d'équité. Il participe au processus de guérison du passé colonial et favorise une meilleure compréhension entre les Européens et les communautés autochtones d'Amérique. »

MICHELLE COOK avocate indigène, à propos de la collaboration avec la SPM sur le Dakota Access Pipeline



PÉROU – OR

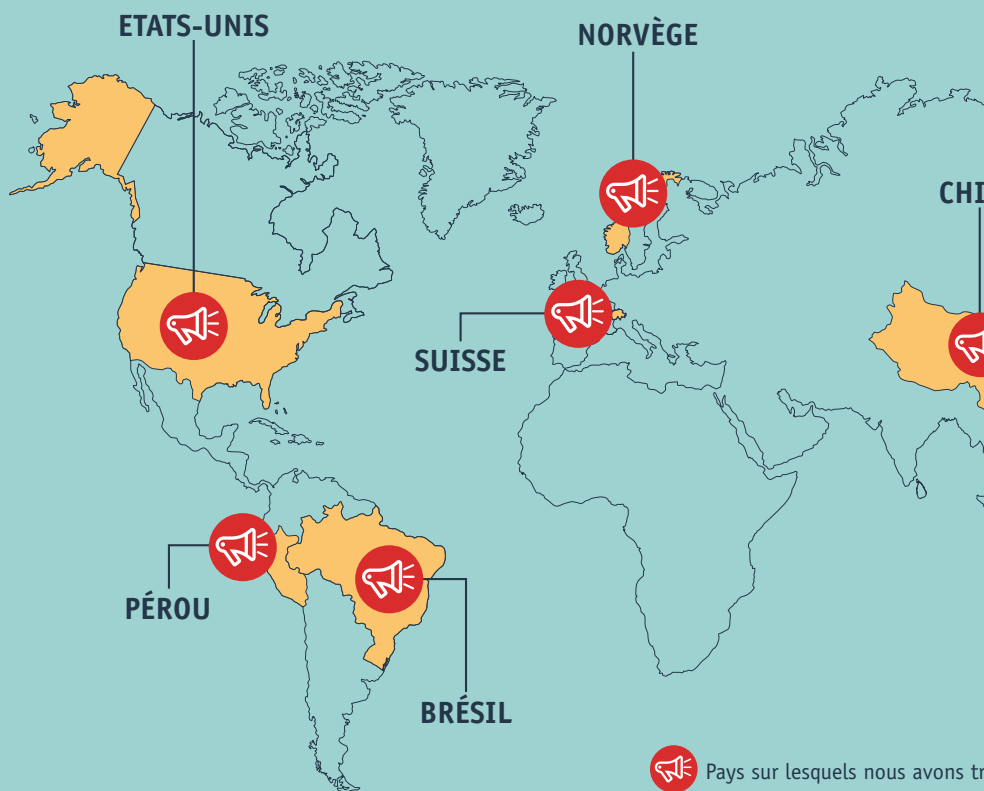
« Dans le cadre de mon travail de journaliste d'investigation, la SPM constitue une aide précieuse. La publication des rapports sur l'or et son analyse sur l'industrie de l'exploitation minière en relation avec le crime organisé ont joué un rôle fondamental pour l'Amérique latine durant ces dernières années. »

OSCAR CASTILLA journaliste péruvien, sur la campagne « No dirty Gold ! »

NORVÈGE – SAMI

« Le projet de mines de cuivre dans le Repparfjord aurait des conséquences désastreuses sur l'élevage de rennes, et il porte atteinte aux droits du peuple autochtone sami. »

SILJE KARINE MUOTKA parlementaire sami de Norvège



BRÉSIL – AMAZONIE

« Ce dont nous avons besoin de toute urgence est la reconnaissance de notre territoire, de nos terres, qu'il nous soit possible de dire avec fierté et amour : ces terres sont celles des autochtones. »

MERCEDES MELLO DE CASTRO conseillère en santé autochtone, communauté des Tupinambas

Minorités en 2019

des minorités pour plus de droits humains. Six professionnels-e-s en témoignent :



SUISSE – ROMS

« En Suisse, peu de gens sont au courant des persécutions qui ont été commises pendant des siècles à l'encontre de nos minorités, notamment parce que la ' Zigeunerpolitik ' ne figure pas au programme d'enseignement obligatoire. »

RINA CALDARI militante rom, sur la problématique du terme « Zigeuner »



CHINE – MINORITÉS

« La politique d'assimilation est devenue une politique d'extinction. Le gouvernement chinois veut faire disparaître l'identité ouïghoure. »

DOLKUN ISA militant sur la situation des Ouïghours-e-s dans la province du Xinjiang



8

Campagnes



7

Victoires



100%

Merci

SUCCÈS ET VICTOIRES REMPORTEES EN 2019 :

- **Droits des autochtones** Après une médiation entre Credit Suisse et la SPM, la banque s'est engagée à inscrire la protection des droits des autochtones dans ses directives internes relatives au financement des projets.
- **La Cour suprême de Berne confirme la condamnation des deux coprésidents des Jeunes UDC Berne pour discrimination raciale** La SPM était codemanderesse. L'objet en cause était une publication raciste à l'encontre des Roms sur Facebook.
- **Or – pour une plus grande transparence** Les autorités douanières ont accepté la demande de la SPM visant à consulter les données détaillées du commerce de l'or. Les raffineries ont déposé un recours.
- **Sangue autochtone – pas une goutte de plus** La SPM a accompagné en novembre 2019 une délégation autochtone brésilienne en Suisse.
- **Collecte de fonds** Un mois durant, la SPM a collecté des fonds pour que les Tupinambas puissent démarquer leurs terres dans la forêt tropicale brésilienne. 8500 francs ont été récoltés !
- **Loi bernoise sur la police** Les articles contestés sur l'expulsion des gens du voyage ne sont pas encore entrés en vigueur, grâce à la plainte déposée par la SPM et les associations des gens du voyage.
- **La raffinerie Metalor cesse le commerce avec les petites exploitations** Mais sur le long terme, les conditions des petites exploitations doivent être améliorées.



Pour plus d'informations sur les victoires remportées : www.gfbv.ch/fr/a-notre-sujet/-que-faisons-nous/#nos-succes

Our Ocean, Our Life! Droits pour les communautés côtières

PHOTO : KARL-HEINZ RAACH



Pour des communautés côtières, les océans ne sont pas seulement des moyens de subsistance, mais aussi une partie de leurs traditions et de leur identité.

Acidification, montée du niveau des eaux, surpêche : les océans et mers du monde entier se portent mal. Tout le monde le sait. Mais ce dont on parle beaucoup moins, c'est de toute la dimension sociale de ces problèmes.

Les océans jouent un rôle central pour de nombreuses communautés vivant sur les littoraux et dépendant directement d'un écosystème marin préservé. Nombreuses sont les communautés autochtones et minorités ethniques qui vivent depuis des générations en lien étroit avec le littoral et la mer. La pêche constitue non seulement une source de nourriture et de revenus, mais tient aussi une place prédominante dans la culture de ces populations.

Elles subissent aujourd'hui les conséquences du changement climatique, avec la montée du niveau de la mer et la perte de la biodiversité, et elles sont en outre menacées par l'exploitation économique croissante des littoraux et de la mer. Entre infrastructures côtières en pleine expansion et projets miniers, les communautés côtières doivent lutter pour conserver l'accès à la mer qu'elles avaient pourtant depuis des générations pour pêcher, lorsque celui-ci ne leur est pas complètement refusé. Ainsi, les communautés côtières se retrouvent bien souvent contraintes de quitter leurs terres

ancestrales. Le phénomène touche les communautés locales du monde entier : des Inuits au-delà du cercle polaire aux autochtones de Papouasie-Nouvelle-Guinée dans le Pacifique Sud.

C'est ce qui est ressorti de deux conférences auxquelles a participé la SPM sur le thème de la gestion durable des océans. Un point commun regroupe ces communautés : toutes se voient chaque fois refuser leur droit à l'autodétermination et leur droit de participation.

De l'Alaska à la Papouasie-Nouvelle-Guinée

En Alaska par exemple, les communautés autochtones luttent dans la baie de Bristol contre une mine d'or et de cuivre qui menace l'état des populations de saumon. La pêche au saumon est un pivot central de leur culture et une source de revenus essentielle. La mine en prévision, « Pebble Mine », mettrait en grand danger la culture autochtone de cette partie de l'Alaska. Malgré l'opposition farouche de la population, le projet avance et cette année, il sera décidé si la mine verra le jour.

Une victoire à l'autre bout du Pacifique : grâce notamment à la résistance massive des communautés côtières locales, le projet d'exploitation minière en eaux profondes, Solwara 1, prévu sur une côte

de Papouasie-Nouvelle-Guinée a été retiré. Les communautés principalement autochtones de la région craignaient de lourdes conséquences sur l'écosystème et une baisse du nombre de poissons et de requins. Selon le militant autochtone Jonathan Mesulam dans une interview avec le Business and Human Rights Resource Center (BHRRRC) : « Lorsque les machines d'extraction minière entreront en marche dans les profondeurs sous-marines, les requins prendront peur et fuiront. » Les communautés locales ont déjà constaté une modification du comportement des requins dans cette zone durant la prospection par l'entreprise minière. Le « shark calling » est une pratique ancestrale dans les communautés autochtones. Il s'agit d'une cérémonie durant laquelle les requins sont appelés au son de coquillages et de noix de coco. Avec cette exploitation minière en eaux profondes, ce n'est pas seulement la tradition qui est en danger, mais l'existence même de toute une communauté dans laquelle les poissons et les requins constituent la base de l'alimentation. La menace ne semble pas tout à fait écartée : de nombreux autres projets d'exploitation minière en eaux profondes sont en prévision.

Peu importe que ce soit au bord de la mer ou dans la forêt tropicale : le droit des communautés autochtones au consentement libre, préalable et éclairé (CLPE) doit être garanti dans tout projet qui représente une atteinte à la population autochtone locale. La SPM continuera de défendre cette cause à l'avenir.

Texte : **Tabea Willi** responsable de campagne SPM

Les autochtones protègent l'Amazonie, armés de pinceaux et de GPS



PHOTO : THOMAZ PEDRO

Pour signaler leur territoire, les Tupinambas marquent des arbres.

La démarcation des territoires autochtones au Brésil constitue une priorité pour que les communautés indigènes puissent conserver leur espace de vie, préserver la forêt tropicale et par là même le climat. La SPM soutient les Tupinambas et les Mundurucus, dans l'Etat du Pará, notamment en organisant une collecte de fonds qui a porté ses fruits en décembre 2019. Mais la lutte pour les terres autochtones s'annonce longue et rude.

Un travail dur et dangereux : durant près de deux semaines un groupe de Tupinambas sillonne les chemins et les rivières du bassin de Tapajos, au cœur de l'Amazonie brésilienne. Ils portent leurs provisions de nourriture et sont équipés de peinture, de GPS et de couteaux pour se frayer un passage. Leur objectif : protéger leur territoire.

Plusieurs fois par an, les Tupinambas s'attellent à cette tâche qui consiste à marquer des arbres et à poser des panneaux portant l'inscription « TI terras indígenas ». Ils entrent ensuite les coordonnées GPS des lieux dans une appli de cartographie afin de recenser l'étendue de leur territoire. Cette démarcation a pour but d'empêcher les intrusions illégales.

Et ces dernières sont nombreuses : orpailleurs illégaux, bûcherons et agriculteurs de soja ne cessent d'empiéter sur le territoire des Tupinambas. Deux entreprises de la filière bois ont pu être repoussées, mais déjà de nouveaux projets de déforestation menacent, par exemple une route à travers le territoire ou la construction d'une scierie. En outre, afin d'augmenter la circulation des navires et le transport du soja, le gouvernement prévoit de modifier et de creuser le lit du Rio Tapajós, rivière sacrée pour les autochtones. Ces transformations vont polluer l'eau de la rivière et faire disparaître la faune qu'elle abrite.

« Nous délimitons nos terres pour les conserver et pour gagner en sécurité », explique Cacique Braz de São Francisco, le chef de tribu des Tupinambas. Ces derniers ne veulent pas assister à la destruction de leur espace de vie. Ils se doivent donc de finir au plus vite la démarcation de leurs terres. La SPM a récemment soutenu ce projet au moyen d'une collecte de fonds de plus de 8000 francs.

Texte : **Julia Büsser** responsable de campagne SPM

Plainte contre BKW

La SPM a déposé plainte contre le groupe BKW (Berne Kraftwerke) auprès du Point de contact national (PCN) pour les Principes directeurs de l'OCDE sur les multinationales. Cette plainte dénonce les investissements de BKW dans un projet éolien controversé en Norvège qui bafoue les droits du peuple autochtone des Sami-e-s du Sud.

« Nous ne pouvons pas accepter que la transition énergétique se fasse aux dépens des communautés autochtones », affirme Angela Mattli, responsable de campagne à la SPM. En dépit des protestations des Sami-e-s et d'une plainte encore en cours, le parc éolien de Storheia a été achevé à l'automne dernier. Conformément à leurs traditions, les Sami-e-s utilisent ces terres comme pâturages et comme site de mise bas pour leurs troupeaux de rennes. Les moyens de subsistance des Sami-e-s concerné-e-s sont donc menacés sur la péninsule de Fosen. « Si je devais renoncer à mes rennes, je deviendrais malade. Je mourrais. », déclare Leif Arne Jåma, éleveur de rennes de Storheia.

Avec quatre investisseurs institutionnels, BKW participe à hauteur de 40 % à l'exploitation Fosen Vind DA, par l'intermédiaire de Nordic Wind Power DA, un consortium d'investisseurs européens fondé par Credit Suisse Energy Infrastructure Partners AG. Avec cette plainte auprès du PCN, la SPM entend obtenir que BKW adapte ses directives internes et améliore le respect du devoir de diligence en matière de droits humains de l'entreprise. BKW doit respecter le principe du consentement libre, préalable et éclairé de l'ONU lors de projets d'investissement afin de garantir le droit de parole des autochtones. En outre, BKW doit mettre en place un système de dépôt de plainte qui puisse être utilisé par les communautés locales et autochtones. Les droits territoriaux des autochtones doivent être respectés à l'avenir.

Texte : **Corinne Bächtold** stagiaire communication SPM

Interview avec Dolkun Isa

« Le gouvernement chinois commet des crimes contre l'humanité »



PHOTO : SPM SUISSE

Dolkun Isa devant le Palais fédéral à Berne. Ce militant se bat pour les droits des minorités en Chine depuis qu'il est étudiant.

Dolkun Isa a dû quitter son pays natal, le Turkestan oriental (province chinoise du Xinjiang), dans les années 90 et vit depuis en exil en Allemagne. Dans cette interview, le président du Congrès mondial ouïghour s'exprime sur la situation actuelle.

Dolkun Isa, quelle est la situation des Ouïghour-e-s dans le Turkestan oriental ?

Leur situation est très critique. Depuis que le président actuel de la Chine, Xi Jinping, est au pouvoir, la répression s'est accentuée. La politique d'assimilation est devenue une politique d'extinction. C'est pourquoi des camps ont été créés fin 2016 afin de détruire l'identité ouïghoure. Entretemps, le gouvernement chinois contrôle l'ensemble du quotidien des Ouïghour-e-s dans la province du Xinjiang : il détermine ce que tu manges, ce que tu dis. Une vie normale n'est plus possible. Les trois dernières années, nous avons tenté d'attirer l'attention de la communauté internationale sur ce sujet. Mais c'était difficile à cause de l'accès très limité aux informations. Depuis 2017, nous n'avons plus d'accès à la région. Les « China Cables » confirment ce que nous savions déjà et grâce à ces preuves, le monde n'a plus d'excuses pour se taire.

Que doit faire la communauté internationale pour que la situation des Ouïghour-e-s du Turkestan oriental s'améliore ?

Aujourd'hui, la question des Ouïghour-e-s est connue de la communauté internationale et c'est une bonne chose. Le problème, c'est qu'on ne fait que parler. Il est grand temps d'agir. Beaucoup d'entreprises et de gouvernements font toujours des affaires avec la Chine. Ce n'est pas le bon moment pour cela ! Ces affaires favorisent l'oppression du peuple ouïghour et tibétain. La société civile peut elle aussi faire plus : en Chine, elle n'a aucun pouvoir, mais dans les sociétés démocratiques, elle a de nombreuses possibilités. Si les gens font pression sur les entreprises et les gouvernements, ils les obligeront à agir.

La communauté tibétaine et ouïghoure exilée en Suisse est non seulement surveillée en Chine mais ici aussi, elle craint la surveillance chinoise. Que pouvez-vous nous dire à ce sujet ?

Le gouvernement chinois a le bras long. Ainsi, la Chine veut pousser les communautés en exil à espionner pour le gouvernement. Je connais des cas dans

le monde entier, et aussi en Suisse : un représentant du gouvernement chinois appelle et nous dit d'arrêter le militantisme, il nous dit de penser à nos familles en Chine. Parfois ils proposent de l'argent. Avant 2017, il était encore possible de se rendre au Turkestan oriental. Plusieurs Ouïghour-e-s exilé-e-s avaient alors été intercepté-e-s en arrivant à l'aéroport, interrogé-e-s, puis intimé-e-s de faire de l'espionnage. En cas de refus, ils/elles étaient déporté-e-s et menacé-e-s. Certain-e-s ont accepté et ont interrompu tout contact une fois de retour en Europe. D'autres ne l'ont peut-être pas fait, nous ne le savons pas.

Croyez-vous que la Chine va exporter ses technologies de surveillance dans d'autres pays ?

Ces technologies sont testées dans le Turkestan oriental, puis exportées dans d'autres régions chinoises et ensuite dans d'autres pays, y compris en Europe, par exemple, en Serbie. Selon mes informations, un total de 18 pays les ont déjà acquises. Des violations des droits humains sont commises avec ces technologies. Elles ne sont pas seulement une menace pour les Ouïghour-e-s, mais aussi pour les personnes en Suisse ainsi que pour votre sécurité nationale ! La situation est vraiment très grave. Nous qui sommes déjà victimes de cette surveillance, nous vous mettons en garde parce que nous ne voulons pas que le monde entier devienne sa prochaine victime.

Quelles autres conséquences comporte la situation des droits humains dans le Turkestan oriental pour la communauté internationale ?

Le gouvernement chinois commet des crimes contre l'humanité. Les intentions du parti communiste chinois sont à prendre au sérieux. Il ne s'agit pas uniquement des Ouïghour-e-s, nous sommes tou-te-s concerné-e-s et nous avons tou-te-s l'obligation d'agir. Le gouvernement chinois profite de la Belt and Road Initiative pour favoriser une expansion territoriale. En réalité, les gens du Turkestan oriental souffrent justement à cause de cette initiative, en raison de la localisation stratégique de la région. Nous voulons mettre le monde en garde : la Belt and Road Initiative n'apporte aucun avantage, il s'agit d'un moyen qui permettra à la Chine d'étendre son pouvoir.

Interview : **Corinne Bächtold** stagiaire communication SPM

Congrès mondial ouïghour :
www.uyghurcongress.org/de/

